

Une seule certitude à la rentrée 2024 : des mobilisations à venir

Après une fin d'année scolaire marquée par les vives inquiétudes liées à la poussée de l'extrême droite et au risque de voir le RN gouverner la France, puis un été olympique invoqué comme une trêve par le Président de la République pour ne pas nommer de gouvernement malgré l'arrivée en tête du NFP, la rentrée s'est effectuée sans qu'un gouvernement ait été nommé. Le risque du RN n'est que très provisoirement écarté dans un contexte prévisible de blocage et d'instabilité politiques et le jeu politique actuel qui dénie la démocratie ne peut que l'accentuer.

Les dossiers éducatifs font les frais de la situation politique. C'est une Ministre démissionnaire qui a fait la rentrée, esquivant nombre de questions lors de la conférence de presse.

Dans un premier temps, l'absence de gouvernement a empêché l'abrogation du « choc des savoirs », qui faisait partie des mesures d'urgence du programme

du NFP. Dans les collèges, la réforme s'applique donc, de façon plus ou moins dure selon les établissements, bien qu'elle ait été très contestée par la profession au cours de nombreuses journées d'action initiées par le SNES-FSU et désavouée dans les urnes. En lycée, le SNES-FSU continue à demander des aménagements de

programmes pour les spécialités de terminale car les épreuves au mois de juin ne permettent pas la préparation correcte de l'écrit et de l'oral. Les prépas lycée expérimentales, contestées par les équipes, feront la part belle à l'autonomie des établissements, source

majeure d'iniquité dans le système éducatif.

Dans un second temps, la question du budget 2025 se pose avec urgence pour une Education Nationale qui manque cruellement de moyens. Revaloriser ses professions est une nécessité absolue pour rendre les métiers plus attractifs (enseignant-es, CPE, PsyEn, AESH ou AED), tout comme recruter des

personnels dans toutes ces catégories.

En l'absence de majorité absolue à l'Assemblée Nationale, le mouvement social aura son rôle à jouer pour imposer des alternatives alors que les manœuvres présidentielles conduisent vers un-e

Premier-e Ministre qui continuerait à mener une politique libérale désavouée. Le SNES-FSU tiendra toute sa place dans ce mouvement social, dans le domaine éducatif mais également pour porter ses exigences de progrès social. Premier syndicat de l'éducation, le SNES-FSU vise à construire des mobilisations majoritaires, témoignant de la force des revendications de la profession. Il poursuivra sans relâche sa mission d'information, de défense des collègues, de construction des mobilisations, avec et pour la profession.

Votre rôle de S1 est crucial : vous faites vivre le SNES-FSU sur le terrain, en relayant les informations de votre

respecté pour sa position de syndicat majoritaire, le SNES-FSU vit uniquement grâce aux cotisations de ses adhérent-es.

établissement vers les sections départementale ou académique et les informations syndicales vers vos collègues, en impulsant les mobilisations dans votre établissement, en défendant les valeurs portées par le SNES-FSU. C'est cet ancrage sur le terrain qui permet au SNES-FSU de porter la voix de

la profession à tous les niveaux des instances et également dans la rue.

La syndicalisation est un enjeu majeur : respecté pour sa position de syndicat majoritaire, le SNES-FSU vit uniquement grâce aux cotisations de ses adhérent-es. En exposant sur le terrain toute la diversité de la capacité d'action du SNES-FSU et en incitant vos collègues à adhérer, vous renforcez encore votre syndicat.

Merci, et très bonne année scolaire à toutes et à tous.

*Sonia Meljac
Secrétaire générale SNES-FSU
de la section académique de Bordeaux*